

La République de Chine

Jean-Pierre Duteil

Professeur à l'université de Paris VIII

Si l'étoile rouge reste le symbole de la République populaire de Chine, ce ne fut certes pas une bonne étoile qui présida à son avènement, mais bien plutôt une succession de fléaux et de crises, de la désagrégation de la dynastie mandchoue aux exactions des seigneurs de la guerre, des famines aux guerres de l'opium, de la Longue Marche au conflit sino-japonais...

La fin d'un empire

La crise sociale et économique de l'empire des Qing, la dynastie mandchoue, remonte à la fin du XVIII^e siècle : elle contribue largement à expliquer la faiblesse chinoise sur la scène internationale au cours du XIX^e siècle, que ce soit par rapport à la Grande-Bretagne lors des guerres de l'opium, à la France lors de l'annexion du Vietnam, au Japon en 1895. Sur le plan territorial, l'empire perd 1,5 million de kilomètres carrés au profit de la Russie, perd Hong Kong et Kowloon qui passent à l'Angleterre, ainsi que Taïwan qui devient colonie japonaise ; Macao elle-même acquiert un statut officiel de colonie. Face à des étrangers de plus en plus arrogants se développe un sentiment d'humiliation.

Par rapport à ces difficultés, la dynastie cherche à réagir en prenant modèle sur l'« ère Meiji » instaurée par Mutsu Hito au Japon. Le jeune empereur Guangxu, en 1898, tente d'imiter les réformes qui pourraient amener l'occidentalisation du pays. Mais son action et celle de son ministre Kang Youwei (1858-1927) ne durent que quelques mois : l'impératrice douairière Cixi, appuyée par les courtisans et les militaires les plus rétrogrades, anéantit ces projets. Kang Youwei doit partir, cinq conseillers sont exécutés et l'empereur est relégué dans son palais. Cet échec révèle l'importance des courants conservateurs, mais aussi l'absence de capitalisme marchand et la méfiance générale vis-à-vis des initiatives impériales, qui n'ont pas été soutenues.

La situation générale est très préoccupante en Chine du Nord, où l'agriculture n'a pas évolué depuis le XVIII^e siècle alors que la pression démographique installe de manière durable la pauvreté. Les plus démunis, paysans sans terres, soldats démobilisés, se tournent vers divers agitateurs, maîtres en arts martiaux, prédicateurs bouddhistes ou taoïstes à tendance millénariste. Pour eux, le mal vient des étrangers et des Chinois contaminés par leurs doctrines, comme les chrétiens. Des bandes, encadrées par des maîtres de boxe, incendient les églises, les résidences des missionnaires et celles de leurs ouailles, qui se regroupent souvent en villages entiers. Les « poings de justice et d'harmonie » sont vite connus en Europe sous le nom de « Boxeurs ».

Après les massacres des chrétiens de Tianjin, la réaction occidentale est si vive que Cixi déclare la guerre aux puissances étrangères. Mais elle n'est pas soutenue par l'ensemble des mandarins et le siège des légations de Pékin est le fait des seuls Boxeurs : l'armée régulière reste attentiste, jusqu'au sac de la ville par l'expédition formée des contingents de huit nations étrangères. Les conséquences sont désastreuses pour la Chine et obligent Cixi à promulguer des réformes. Ces

dernières incluent le renouvellement de l'armée et de l'enseignement mais elles n'arrivent pas à mettre en place une véritable constitution.

Les hésitations du pouvoir amènent, après 1890, la multiplication des sociétés secrètes. Parmi les révolutionnaires se détache la personnalité de Sun Yat Sen (1866-1925) : parti très jeune de Chine pour les États-Unis, il propose une république et une réforme agraire. En 1911, l'insurrection éclate à Wuhan, à la faveur d'une crise politique à propos de la nationalisation des chemins de fer. Des unités de l'armée prennent le contrôle de la ville et proclament l'indépendance des provinces du Sud. Le 1er décembre 1911, à Nankin, un gouvernement républicain provisoire est proclamé ; Sun Yat Sen, pressenti, ne rentre des États-Unis qu'à la fin de l'année, pour être élu président le 1er janvier 1912. C'était compter sans l'influence prépondérante de Yuan Shikai, récemment nommé commissaire impérial des forces armées. Ce nouvel « homme fort » profite de sa position pour imposer des conditions et obtient l'abdication du jeune empereur Puyi (Xuanton) ainsi que l'effacement de Sun Yat Sen. Ce dernier sait qu'il doit accepter ces conditions et, en février 1912, accepte de se démettre de la présidence, qu'il transmet à Yuan Shikai. Ainsi s'achève, sans gloire, le processus du passage d'un empire deux fois millénaire à la république.

Le bref gouvernement de Yuan Shikai, 1912-1916

La République chinoise commence sous la présidence de Yuan Shikai et avec la constitution provisoire de mars 1912 qui conserve un corps électoral censitaire mais en l'augmentant légèrement : environ 6 % de la population chinoise masculine. C'est presque un décalque du modèle américain : Sénat, Chambre des représentants, président élu et dirigeant l'exécutif. En même temps, les partis politiques se mettent en place : Parti progressiste de Liang Qichao, Parti national ou *Guomindang* de Sun Yat Sen. Ce dernier a été nommé directeur général des chemins de fer ; il parcourt le territoire chinois dans un wagon particulier et le découvre car il n'a pratiquement vécu jusque-là qu'à l'étranger.

Les provinces dépendent désormais de gouverneurs militaires omnipotents, venant pour la plupart de l'« Armée du Nord », celle de Yuan Shikai ; les gouverneurs affiliés au *Guomindang* sont très peu nombreux et vite remplacés par des hommes de Yuan Shikai. En avril 1913, ce dernier semble compromis dans l'assassinat de Song Jiaoren, candidat du *Guomindang* aux élections du mois de mars, dont il était sorti vainqueur. Conscient d'avoir été dupé, le parti de Sun Yat Sen cherche à enclencher une seconde révolution ; des combats éclatent en juillet dans le bas Yangzi. Mais les insurgés sont battus, et Sun Yat Sen s'enfuit à Tokyo où il fonde un nouveau parti, le *Gemindang*, « parti de la Révolution ». De son côté, Yuan Shikai cherche à ménager la bourgeoisie d'affaires, développe les chambres de commerce et fait frapper le *yuán*, nouvelle unité monétaire.

De manière tout à fait officielle cette fois, Yuan Shikai devient président le 8 octobre 1913. La république se transforme vite en dictature : en novembre, le parlement qui vient d'être élu est dissous, puis suspendu. Le cabinet ministériel est renvoyé et une nouvelle constitution est annoncée en février 1914. En septembre, Yuan Shikai instaure le culte de Confucius et vient lui-même présider des cérémonies qui reprennent celles de l'empire. Enfin, des députés viennent en décembre lui proposer de restaurer la fonction impériale en s'installant lui-même sur le trône. Il semble donc que cette république éphémère n'ait duré que le temps d'élaborer un changement dynastique.

Mais les choses devaient évoluer autrement. L'avènement du nouvel empereur se trouve différé par une réclamation inattendue du Japon, en janvier 1915 : en 21 points, il s'agit tout simplement d'imposer un protectorat à la Chine. Du coup, Yuan Shikai risque d'être ridiculisé ; il sauve la face en exposant les demandes du Japon, qui sont assorties d'un ultimatum le 7 mai, dans la presse. Il provoque ainsi une réaction nationale et internationale : les États-Unis soutiennent la Chine dans cette affaire, provoquant le repli prudent des Japonais. Mais la crise a aussi amené les membres du *Guomindang* à se ressaisir ; ils sont appuyés par de nombreux militaires du Sud, et se regroupent autour de Cai E. Un coup de théâtre suspend provisoirement les opérations militaires : la mort subite de Yuan Shikai, le 6 juin 1916. Le vide qu'il laisse prépare le règne des « seigneurs de la guerre ».

Le temps des « seigneurs de la guerre » et des grands fléaux, 1916-1927

Les chefs militaires locaux détiennent l'essentiel du pouvoir à la mort de Yuan Shikai : sans grande difficulté, ils étendent leur contrôle sur les diverses provinces. Les plus anciens, parmi ces militaires que l'on prendra l'habitude d'appeler les *warlords* ou « seigneurs de la guerre », viennent de l'armée régulière. Ils ont servi dans l'armée du Nord, qui disposait de l'équipement le plus moderne ; l'un des plus représentatifs parmi eux est Cao Kun (1862-1935). Une seconde génération a des origines beaucoup plus variées : elle comporte d'anciens malfaiteurs, comme Zhang Zongchang (1881-1931). Certains affichent des ambitions politiques, comme Feng Yuxang (1882-1948) qui contrôle tout le nord-ouest de la Chine et donne à son armée le titre de « nationale » ; ou Cheng Jiongming (1878-1923), qui cherche à contrôler la province de Canton et permet le retour de Sun Yat Sen en 1920.

Les troupes sur lesquelles s'appuient ces chefs militaires ne sont pas, ou en faible partie, des troupes régulières. Ce sont des armées privées, formées de paysans pauvres que l'on rétribue en exigeant des paysans un supplément d'impôts. Souvent, on leur demande de cultiver le pavot qui alimente la contrebande de l'opium. En 1916, le nombre de ces soldats est évalué à un demi-million ; leur effectif atteint deux millions en 1928. Lorsqu'ils sont battus, ils se transforment en brigands et leur présence dans les provinces fait peser un sentiment d'insécurité qui provoque en retour la création de milices et de groupes d'autodéfense : d'où une militarisation générale de la société chinoise, entre 1916 et la deuxième guerre mondiale.

C'est aux alentours de 1924 que la situation semble la plus catastrophique. L'État chinois se dissout complètement, alors qu'il voit les « seigneurs de la guerre » mettre en place dix chefs d'État sur les territoires qu'ils contrôlent entre 1916 et 1928. Les puissances étrangères s'appuient sur les « seigneurs de la guerre » qui contrôlent les territoires qu'elles convoitent : c'est le cas de l'URSS pour la Mongolie, ou du Japon pour la Mandchourie.

La déstructuration de l'État rend d'autant plus aigus les fléaux que connaît la Chine depuis longtemps, mais qui ne font que s'exacerber : le premier est l'opium. Il empoisonne de plus en plus la société chinoise et le pavot est désormais une culture en plein développement dans les provinces méridionales, Yunnan et Sichuan. Pourtant, les autorités impériales, puis républicaines, ont multiplié les interdictions concernant son commerce et sa production, en accord avec les décisions de la conférence internationale qui s'est tenue à La Haye en 1912. Le commerce, auparavant légal, dépendait des importateurs d'opium de Shanghai. Il passe dans l'illégalité en s'associant aux sociétés secrètes du type de la « Bande verte », qui font de la contrebande. Le marché est important : dix-huit millions d'opiomanes consommeraient un milliard de yuans en 1928. Le trafic concerne aussi les « seigneurs de la guerre », qui encouragent les plantations de pavot dans les régions qu'ils contrôlent, et utilisent leurs propres troupes pour transporter la drogue. Le contrôle de la production d'opium est le principal enjeu des guerres qui ont lieu entre 1919 et 1925.

À Shanghai, la concession internationale, sous contrôle anglo-américain, ferme les fumeries : aux États-Unis, l'heure est à la prohibition. La concession française, au contraire, laisse la drogue en vente libre, mais grevée de lourdes taxes : système proche de celui qui a cours depuis 1902 en Indochine où l'opium constitue une régie. Devant l'opposition des Anglo-Saxons, les autorités françaises sont amenées à pactiser secrètement avec la « Bande verte » qui commercialise la drogue dans des fumeries patentées et ne se prive pas de développer aussi la prostitution et les maisons de jeux.

La misère des campagnes génère un autre fléau, le banditisme. Le type du bandit d'honneur, sorte de Robin des Bois redistribuant aux pauvres le larcin des riches prévaricateurs, est bien connu de la Chine impériale : c'est le thème du roman *Au bord de l'eau*, qui remonte au XVI^e siècle. Mais jamais la Chine n'avait connu une telle poussée de criminalité : les brigands de toutes sortes représenteraient vingt millions d'individus vers 1930, soit 10 % de la population masculine. En 1923, ils sont un millier à provoquer le déraillement du « train Bleu », l'express Shanghai-Pékin,

et à prendre en otages les voyageurs, parmi lesquels de nombreux Européens. À ces bandes vient s'ajouter régulièrement un flot de soldats défaits ou démobilisés, en fonction des combats que se livrent les « seigneurs de la guerre ».

La famine, enfin, revient à intervalles réguliers. Contre ce fléau ancien et bien connu, le XVIII^e siècle avait mis en place un réseau de « greniers de famines » admiré par Voltaire et qui fonctionnait relativement bien. Il n'en reste rien à la fin du XIX^e siècle et, au cours des années 1877 et 1878, la sous-alimentation fait neuf millions de morts. Entre 1921 et 1923, puis en 1928 et 1929, la famine sévit à nouveau, en pleine guerre civile, alors que les soldats des divers « seigneurs de la guerre » cherchent à désorganiser le transport ferroviaire en faisant sauter les ponts ou dérailler les trains. Les surplus alimentaires dont disposent les paysans se trouvent réduits à rien : en effet, ils ne cultivent plus que des superficies réduites de cultures vivrières car la production s'est orientée vers les cultures industrielles, tabac ou coton et désormais le pavot. Souvent, les semences elles-mêmes sont mangées pour pouvoir subsister ; ruinés, des millions de paysans abandonnent leurs terres et viennent s'entasser dans les grandes villes, qui voient se multiplier une population de mendiants.

Au total, ces divers fléaux se conjuguent pour accabler la population chinoise, alors que la modernisation se fait attendre : la république apparaît aussi inapte que l'empire à trouver des solutions à la crise profonde de l'économie et de la société.

Les efforts de modernisation

De 1911 aux années 1930, la Chine s'efforce de suivre le modèle occidental. L'idée dominante, du moins dans les milieux acquis à la nécessité d'une modernisation, est celle d'une rupture décisive avec le confucianisme, que l'on juge responsable du retard chinois. On s'en prend aux conceptions traditionnelles de la famille, au culte des ancêtres, aux mariages arrangés, mais aussi à l'institution mandarinale. De plus en plus, l'usage du chinois « classique » décline au profit de la langue parlée, *baihua*.

Fondée en 1898, l'université de Pékin joue un rôle central dans l'évolution des idées. Son principe même, celui d'une université conçue comme en Occident, est nouveau : la Chine ne connaissait que le système des concours de recrutement que l'on préparait dans des écoles ou académies spéciales. Le but était de former des mandarins, fonctionnaires impériaux, et non des individus disposant d'un bagage intellectuel ; sous le recteur Cai Yuanpei (1866-1940), l'université de Pékin diffuse les idées « modernistes », en grande partie d'inspiration occidentale, ce qui n'empêche pas les étudiants de continuer à porter la robe noire des lettrés. En 1915, Chen Duxiu (1879-1942) lance la revue *La Jeunesse*, qui exalte les forces novatrices de la jeunesse chinoise : elle s'ouvre à des intellectuels brillants, Mao Zedong ou Lu Xun, qui y publie le *Journal d'un Fou*.

Plus limitée en nombre qu'au Japon, la bourgeoisie chinoise s'affirme à partir de 1920. Les villes du littoral semblent désormais gagnées par l'industrialisation, d'abord sous la forme de l'industrie textile qui fournit désormais la totalité du marché intérieur. Il est vrai que la monnaie chinoise, en argent, a été réévaluée à la suite de la fermeture des mines du Mexique, ce qui a donné un coup de fouet à toute l'économie. Cette embellie reste toutefois d'ampleur limitée car le secteur bancaire se trouve à peu près entièrement sous la tutelle des banques étrangères ; l'infrastructure industrielle reste très fragile dans la mesure où elle manque cruellement de réserves monétaires : il faut emprunter régulièrement pour verser les salaires. Cela n'empêche pas le développement du secteur cotonnier, où s'illustrent de puissants industriels : Mu Ochou, Nie Yuncai ou la famille Rong. La région de Shanghai, Hangzhou et Songjiang devient un pôle important de l'industrie cotonnière. Du matériel moderne est importé des États-Unis où l'on apprend également le traitement et la sélection des plants de coton. Une bourse du coton est installée depuis 1920 à Shanghai.

Cette bourgeoisie reste toutefois limitée en nombre à quelques dizaines de familles et ne concerne que quelques secteurs géographiques de l'énorme Chine. Elle n'en joue pas moins un rôle important dans l'élaboration des modèles occidentaux.

Les diverses tendances à la modernisation, parfois contradictoires, sont à l'origine des grands « mouvements » d'opinion qui secouent alors la Chine à intervalles réguliers, et en particulier en 1919 et 1925.

Entrée dans la Grande Guerre en 1917 aux côtés des Alliés, la Chine participe à la conférence de Versailles et espère que lui seront rendus les territoires du Shandong donnés à l'Allemagne à la fin du XIXe siècle. Mais la conférence place les territoires sous contrôle japonais, avec l'aval des autorités chinoises qui ont obtenu en contrepartie un important prêt du Japon. Le 4 mai 1919, quelques jours après avoir appris la nouvelle, les étudiants de l'université de Pékin défilent dans les rues de la capitale et s'en prennent aux amis des Japonais. Après l'arrestation d'une trentaine d'entre eux, ils se mettent en grève : le « mouvement du 4 mai 1919 » atteint Shanghai, les ouvriers et les commerçants. En fait, les forces de la modernité refusent la Chine du chaos et du passé.

La période qui suit le 4 mai est marquée par des discussions passionnées : le mouvement marque l'apparition d'une nouvelle forme de nationalisme qui tourne le dos à la xénophobie des Boxeurs. Le gouvernement, qui jusque-là dépend de « seigneurs de la guerre » plus ou moins favorables au Japon, se trouve confronté à la démission des ministres pro-japonais ; le 28 juin, les délégués chinois à Versailles refusent le traité de paix avec l'Allemagne. En même temps, les années 1919-1920 voient les intellectuels chinois attaquer le capitalisme, comme cause profonde de l'impérialisme et de l'oppression de la Chine, assimilée aux pays colonisés. Le marxisme exerce désormais un attrait de plus en plus important : la théorie des cinq stades, qui mènent l'humanité du communisme primitif au socialisme, n'est pas sans rappeler les conceptions des philosophes du XVIIe siècle ou celles de Kang Youwei, qui avait défini de grands stades de l'évolution de la société au XIXe siècle. La tradition révolutionnaire chinoise, celle des sociétés secrètes, réclamait également l'abolition de la propriété privée et le partage équitable des terres.

Par rapport à cette effervescence, Sun Yat Sen apparaît très effacé ; jusque-là, il n'a pu s'imposer faute de moyens et a dû faire appel aux seigneurs de la guerre pour appuyer son action. En juillet 1920, il tente de remettre sur pied le Guomindang. Le parti nationaliste ne dispose plus alors que de quelques milliers d'adhérents, mais il dispose d'une charte et d'un programme : les « Trois principes du peuple », ou *triple démisme*. Précisés en 1924, ces trois principes sont : le nationalisme, qui fait reposer la nation chinoise sur la race des Han et destine à l'intégration culturelle les autres races, qui lui sont égales en dignité – Mongols, Tibétains, Mandchous, Turcs ; la démocratie, soit une république reposant sur l'exécutif, le législatif et le judiciaire, et aussi sur la méritocratie – avec des concours de recrutement des fonctionnaires – et la censure – pour contrôler ces fonctionnaires –, deux héritages du confucianisme ; enfin, les trois principes font place également au « bien-être du peuple », présenté sous forme de réforme agraire dans un premier temps. En 1924, Sun Yat Sen en fait une forme de socialisme.

À cette charte politique très structurée, Sun Yat Sen ajoute un Plan de reconstruction nationale très utopique. Il imagine un développement spectaculaire des chemins de fer à travers la Chine mais aussi l'Asie et même l'Afrique : Pékin sera ainsi mise en communication avec le Cap. Le Yangzi sera canalisé, des ports modernes créés à Shanghai et sur le littoral. Tout cela suppose d'énormes moyens, l'amitié avec les États-Unis et un État fort. Dans l'immédiat, la Chine bénéficie effectivement du soutien des Américains, qui usent de leur influence pour obliger le Japon à restituer le Shandong en 1922.

Sun Yat Sen jouit d'un certain charisme mais son programme ne séduit pas les plus radicaux des intellectuels, comme Chen Duxiu. Ils sont en rapport depuis plusieurs années avec les représentants de l'Internationale communiste. Or la Révolution de 1917 exerce un attrait important, d'autant que la jeune URSS renonce officiellement, en 1919, aux avantages qui avaient été obtenus en Chine par la Russie du tsar. En juillet 1921, un Parti communiste chinois est fondé à Shanghai à partir des petits groupes d'études marxistes qui s'étaient formés dans cette ville et à Pékin ; il est dirigé par Chen Duxiu. Toutefois, l'Internationale communiste se met en relation avec Sun Yat Sen pour établir une coopération entre l'URSS et la Chine, ou plus exactement Canton, considérée comme la base révolutionnaire de la Chine. Mais ce sont Sun Yat Sen et le

Guomindang qui recevront des armes et des conseillers : le Parti communiste doit donc négocier un accord avec le Guomindang. Mais, à partir de 1923, Sun Yat Sen commence à souffrir d'un cancer et ce sont Jiang Jieshi (Tchang Kaï Chek) et Zhou Enlai qui partent à Moscou négocier l'aide militaire soviétique. Sun Yat Sen meurt peu après, le 12 mars 1925.

Ce mouvement commence à avoir des répercussions sociales. Entre février et mai 1925, des grèves éclatent dans les filatures de Shanghai. L'attitude rigide de la concession internationale amène les étudiants à demander la fin des concessions et leur retour à la Chine. Le 30 mai, la police anglaise tire sur les manifestants, faisant une douzaine de morts. Cela provoque une grève générale anti-impérialiste : deux cent mille ouvriers cessent le travail en mai et juin dans les usines anglaises et japonaises ; le 23 juin, les soldats anglais ouvrent le feu de nouveau et font cinquante victimes. Cette fois, la grève paralyse Hong Kong et des manifestations ont lieu dans toute la Chine. Le Parti communiste et le syndicat général ouvrier enregistrent une augmentation spectaculaire du nombre de leurs adhérents.

Le mouvement populaire, dit « du 30 mai 1925 », entraîne une division au sein des dirigeants du Guomindang. Les positions de Sun Yat Sen, à la veille de sa mort, restaient assez ambiguës. L'aile gauche de son parti en fait un communiste, alors que l'aile droite met en avant l'unité de la nation et refuse la lutte des classes. En janvier 1926, au deuxième congrès du Guomindang, la gauche l'emporte ; mais Jiang Jieshi utilise un prétexte pour arrêter les communistes et les experts soviétiques. Nommé chef d'état-major par Sun Yat Sen, il décide de commander une expédition vers le nord en 1926, pour réunifier la Chine. Les communistes se trouvent obligés d'accepter cette démonstration de force, qui connaît de suite de brillants succès : en octobre, Wuhan tombe aux mains du Guomindang qui s'y installe. En janvier 1927, la concession britannique de Hankou est reprise par les Chinois : c'est la première revanche sur l'impérialisme depuis les guerres de l'opium. Les premiers succès entraînent une forte mobilisation populaire : les « unions paysannes » reçoivent neuf millions d'adhérents au Hunan et au Hubei.

Mais Jiang Jieshi veut faire l'unité nationale sans révolution. En mars 1927, les communistes lancent une grève générale à Shanghai ; la ville se donne un gouvernement municipal avant l'arrivée des troupes de Jiang Jieshi le 26 mars. Celui-ci élimine brutalement les communistes et leurs sympathisants, faisant cinq mille victimes : c'est l'un des épisodes que décrit Malraux dans *La Condition humaine*, publiée en 1933. Dans les campagnes du Hunan et du Hubei, les unions paysannes confisquent les terres, amorçant une véritable révolution. Au mois de mai, l'armée de Jiang Jieshi massacre les paysans révolutionnaires. La voie est alors libre pour la mise en place d'un gouvernement dominé par Jiang Jieshi, mais celui-ci apparaît désormais comme l'homme de main des forces passéistes et des étrangers.

La Chine de Jiang Jieshi, 1927-1937

Après s'être ressaisie temporairement, l'Armée du Nord est battue en octobre 1928. De manière officielle, la Chine est réunifiée par Jiang Jieshi, comme le Vietnam l'avait été par Gialong au début du XIXe siècle. Suivant des traditions anciennes, le généralissime rebaptise Pékin, qui devient Beiping, « Paix du Nord », ou « Nord pacifié », et il se donne une capitale, Nankin, comme au début de la dynastie Ming. Le drapeau du Guomindang, soleil d'argent sur fond bleu – l'actuel drapeau de Taïwan – devient le drapeau chinois.

Cette réunification n'est en fait que superficielle : les « seigneurs de la guerre » se sont ralliés au nouveau régime de manière officielle, mais après des négociations qui les autorisent le plus souvent à conserver dans les provinces qu'ils contrôlent une autonomie de fait ; ils continuent à percevoir des impôts et à diriger les politiques locales. Certaines régions restent pratiquement indépendantes, comme le Sichuan, le Xinjiang ou le Tibet ; d'autres sont perdues pour la Chine, comme la Mongolie, devenue le seul État d'économie socialiste avec l'URSS entre les deux guerres mondiales. En fait, Jiang Jieshi apparaît comme le plus puissant des « seigneurs de la guerre ». À la différence de ses rivaux, il dispose d'une solide organisation politique, le parti unique qu'est le Guomindang, et d'une assise financière qu'il essaie de consolider en associant les milieux bancaires à son gouvernement. Très ouvert aux influences de l'Occident, il représente le

milieu des affaires des villes littorales.

Par ailleurs, le « régime de Nankin » se met en place en 1929-1930, alors que se développent les mouvements fascistes en Europe et le militarisme au Japon. Jiang Jieshi est hostile aux révolutionnaires et admirateur des « régimes forts » dont il imite les méthodes de propagande. Une police politique, les « chemises bleues », inspirées de Mussolini, sont chargées de traquer les communistes et les anarchistes, tandis que le confucianisme est remis au goût du jour en alliance avec l'exaltation de Jiang Jieshi lui-même dans le « Mouvement de la vie nouvelle ».

L'autoritarisme de Jiang Jieshi rassemble contre lui de nombreux opposants, dont certains sont issus du Guomindang : Feng Yuxiang, Yan Xishan qui contrôle le Guangxi, Sun Fo, fils de Sun Yat Sen, qui amène Canton à faire sécession. Face à une véritable coalition, Jiang Jieshi reprend les combats et se trouve vite en difficulté lorsque, le 18 septembre 1931, l'« incident de Mandchourie » permet aux troupes japonaises de reprendre cette région. Jiang Jieshi est sauvé par cette invasion, qui oblige tous les belligérants à trouver un compromis ; il accepte la perte de ces territoires, conscient du fait que ses troupes ne sont pas en mesure de résister aux armées japonaises. Mais l'occupation de ces territoires, peuplés de quarante millions d'habitants, de la superficie de la France et pourvus de mines de charbon ainsi que d'un réseau ferroviaire, va accroître la puissance économique du Japon tout en lui fournissant une excellente base stratégique par rapport à la Chine.

La guerre civile se poursuit d'ailleurs en Chine au cours de 1932 avec la guerre de Shanghai, puis avec le soulèvement de la province maritime de Fujian en 1934. En 1936 enfin, c'est la province de Canton qui fait de nouveau sécession. Durant toute cette période, Jiang Jieshi s'appuie essentiellement sur Nankin et le bas Yangzi, ainsi que sur la plus grande partie de l'armée, qui lui est fidèle, et sur sa police politique. De leur côté, les communistes ont entamé une véritable guerre contre lui : elle se poursuit jusqu'à leur victoire définitive, en octobre 1949.

Le Parti communiste s'est donné une nouvelle direction avec Qu Qiubai. Staline a joué un rôle dans cette décision, car il attribuait les échecs de 1927 à l'opportunisme de Chen Duxiu. Après quelques tentatives de soulèvement, ils doivent fuir la répression de Jiang Jieshi : ils se réfugient alors au Jiangxi, dans les monts Jinggangshan, où ils cohabitent avec des bandits. Parmi eux se trouvent les futurs fondateurs de la République populaire : le général Zhu De, Mao Zedong.

De son côté, le Guomindang a vu fondre les effectifs du départ : après 1928, la dictature militaire a fait place à une période dite de « tutelle politique » pendant laquelle le parti doit construire les cadres administratifs du nouvel État. Mais on assiste aussi à une période d'épuration sévère, qui voit l'exclusion de toute l'aile gauche du parti, qui passe de 360 000 adhérents en 1926 à 260 000 en 1929. Désormais, les militaires et les fonctionnaires constituent l'essentiel du Guomindang, dont les paysans sont à peu près absents. En revanche, le parti est noyauté et corrompu par des « cliques », groupes rassemblant des financiers, des militaires, des membres de la haute administration ou de la police et qui utilisent tous les moyens pour arriver à leurs fins. Conscient de la dégradation du Guomindang, Jiang Jieshi lui-même le définit en 1937 comme une « carcasse vide » et essaie de restaurer les valeurs confucéennes pour lui redonner ses idéaux, mais sans grands résultats. En fait, l'« État fort » que souhaite Jiang Jieshi n'a pas les moyens de ses ambitions, et essentiellement pour des raisons d'ordre économique : il ne dispose que de moyens très modestes, qui interdisent à la Chine de s'affirmer sur le plan international.

La crise économique mondiale ne touche la Chine qu'en 1932, se manifestant par le biais monétaire : les dévaluations de la livre et du dollar et surtout la forte réévaluation de l'argent, gênent les exportations chinoises, qui tombent de 2,3 millions de taëls en 1931 à 990 000 taëls en 1937. De nombreuses usines cessent leurs activités, alors que l'État tente d'intervenir sans pouvoir réunir les sommes dont il aurait besoin pour une action efficace. En 1934, le taël d'argent est supprimé et remplacé par l'étalon-or, d'où une émission importante de papier-monnaie, provoquant une inflation qui relance l'économie. En fin de compte, le bilan économique des années trente n'est pas négligeable : l'industrie connaît une croissance moyenne de 6 %, avec 16 % de progression en ce qui concerne les dépôts en banque et la production des cotonnades. Les chemins de fer, qui

disposaient de 5 000 km de voie en 1921, en ont 13 000 en 1937.

En fin de compte, les relations entre le Guomindang et le monde des affaires ne sont pas très bonnes en 1937. La bourgeoisie est satisfaite de l'élimination des communistes mais reproche à Jiang Jieshi de laisser sans protection la jeune industrie chinoise : la police secrète exige des pots de vin, les emprunts se multiplient sans aucune contrepartie. Du côté des ouvriers, le Guomindang joue sur le corporatisme traditionnel de la société chinoise et sur le sentiment anti-impérialiste, en favorisant parfois les grèves dans les entreprises étrangères. Mais c'est surtout le monde rural qui est en crise, en raison de la surpopulation et d'une productivité qui reste très faible. En outre, la crise mondiale entraîne la fuite de l'argent (métal) vers l'étranger, et une hausse des prix qui fait augmenter les taux usuraires, fléau traditionnel de la société chinoise : ils atteignent 40 %, ou 3 % par mois. Entre 1931 et 1937, les taux de mortalité dépassent 30 pour mille à la campagne ; les difficultés structurelles sont accentuées par de graves catastrophes, sécheresse de 1934, inondations du Yangzi en 1931, puis du fleuve Jaune en 1935. Le manque de réserves explique la généralisation de la disette et parfois de la famine.

Le problème de la propriété rurale reste sous-jacent. La moitié des terres est détenue par 11 % des foyers ruraux, qui ne possèdent que quelques hectares mais sont les seuls à disposer de surplus qu'ils commercialisent, perçoivent des loyers souvent en nature et font parfois office d'usuriers. La fiscalité ajoute aux inégalités : l'impôt foncier représente 5 à 10 % des revenus mais se trouve alourdi par les taxes et les corvées, ce qui fait que le prélèvement fiscal finit par représenter entre le quart et le tiers du revenu paysan. Face à cette situation, le Guomindang reste impuissant : les lois qu'il fait voter ne sont pas appliquées et il n'est pratiquement pas présent dans les campagnes. Cette absence est mise à profit par le Parti communiste qui a compris l'enjeu représenté par le monde rural.

La guerre civile et la victoire des communistes, 1937-1949

Depuis 1930, Staline et les Soviétiques jouent un rôle prépondérant dans les destinées du Parti. Li Lisan, placé par eux à la tête du Comité central, tente de relancer les soulèvements urbains et n'aboutit qu'à des échecs répétés ; en 1933, Shanghai est abandonnée pour le Jiangxi, où s'est constituée depuis le 7 novembre 1931 une République soviétique chinoise du Jiangxi, présidée par Mao Zedong (1893-1976). L'Armée rouge s'est formée dans cette république indépendante et compte alors deux cent mille soldats ; les communistes y mènent une réforme agraire radicale, puis de manière plus souple lorsqu'ils se heurtent aux réticences des paysans. Bien sûr, la République du Jiangxi subit les assauts répétés des forces militaires de Jiang Jieshi ; mais Mao Zedong réussit à les repousser à quatre reprises, entre 1930 et 1933. Fils d'un paysan du Hunan, il est convaincu de la force révolutionnaire de la paysannerie et de l'Armée rouge, qui en émane en grande partie. Avec Lin Biao (1907-1971), ils ont compris et perfectionné la guérilla : leur armée est déterminée et très mobile, privilégie les attaques par surprise et l'emporte largement sur les troupes conventionnelles du Guomindang.

Jiang Jieshi a compris la menace que font planer les « soviets du Jiangxi » sur son régime. En 1934, une cinquième campagne militaire est organisée contre eux et réussit à encercler toute la République du Jiangxi : à la fin de l'année, les communistes abandonnent le Jiangxi pour gagner d'autres refuges. C'est le début de la Longue Marche, qui part avec cent mille hommes pour arriver un an plus tard, en Chine du Nord, avec sept mille rescapés. Les communistes s'enfoncent à l'intérieur de la Chine, vers le Guizhou et le Yunnan ; puis ils remontent vers le nord, aux confins du Sichuan et du Tibet, pour atteindre le Shanxi et Yan'an, une autre base soviétique, en 1935. En même temps, leur ténacité et leurs exploits leur permettent de se construire une légende, auréolée de hauts faits, comme le passage sous la mitraille du pont suspendu de Luding.

À la différence des premiers dirigeants du Parti, intellectuels et citoyens comme Chen Duxiu, les principaux chefs des unions paysannes et des soviets ruraux constitués depuis 1927 sont d'origine rurale et ne sont pas allés à l'étranger ; c'est le cas de Zhu De ou de Mao Zedong, la seule exception restant Zhu Enlai (1898-1975), descendant de mandarins qui a étudié au Japon, en France et en Allemagne. Le mouvement communiste paysan renoue avec les traditions

révolutionnaires anciennes de la Chine, insistant sur la justice sociale puis sur la lutte patriotique, se méfiant de la théorie, cherchant à convaincre par un endoctrinement inlassable. Mao Zedong s'impose à la tête du Parti, convaincu du fait que c'est la paysannerie qui détient le potentiel révolutionnaire réel. L'élan patriotique est donné par la lutte contre la pression japonaise, de plus en plus forte à partir de 1935.

En effet, la Mandchourie attire des colons japonais et fournit un exutoire alors que la crise économique mondiale vient de frapper le Japon : le 1er mars 1932, le Mandchoukouo, un « empire de Mandchourie », est confié à Puyi, le « dernier empereur » des Qing. En même temps, la marine japonaise fait feu contre Shanghai. Face à cela, Jiang Jieshi reste attentiste : ses forces militaires ne peuvent affronter celles du Japon et il veut d'abord « pacifier l'intérieur » en détruisant les repaires communistes. Peu à peu, les Japonais renforcent leurs positions. La passivité du gouvernement finit par indigner l'opinion : en décembre 1936, le généralissime lui-même est arrêté par de jeunes officiers, avant d'être relâché. De son côté, Staline engage les communistes à coopérer avec le Guomindang contre les Japonais. Cette résistance chinoise indispose le Japon ; le 7 juillet 1937, un incident oppose les troupes chinoises et japonaises au pont Marco Polo, près de Pékin. C'est le début du conflit sino-japonais.

Les troupes japonaises, environ huit cent mille hommes disposant de blindés et d'une bonne aviation, prennent Pékin dès juillet 1937. Ils suivent les grands axes ferroviaires en direction de Shanghai qui tombe en novembre, puis de Nankin, prise en décembre. L'armée japonaise mène consciemment une guerre d'une brutalité inouïe contre les populations civiles et leur agression se termine par la prise de Canton en octobre 1938. Les nationalistes doivent évacuer et se réfugient à l'intérieur de la Chine, à Chongqing, dans la province du Sichuan. En 1938, les Japonais occupent les grandes villes du littoral et la Chine du Nord, où s'installe un gouvernement pro-japonais ; la Chine « libre » des nationalistes de Jiang Jieshi se limite à la région de Chongqing, pilonnée par l'aviation japonaise mais secourue par l'aide américaine ; la Chine « rouge » de Yan'an, devenue zone frontière contre la Chine du Nord.

En fait, le repli nationaliste à Chongqing ne fait qu'aggraver le caractère conservateur du régime de Jiang Jieshi. La région, avec les gorges du Yangzi, est difficile d'accès et a toujours souffert de l'isolement. La corruption se développe au même rythme que l'inflation, beaucoup trop importante, et contribue à discréditer le régime. La misère paysanne est aggravée par un effort de guerre que le monde rural supporte entièrement : aux impôts viennent s'ajouter des corvées pour lesquelles on réquisitionne les paysans. En 1943, ils sont cinq cent mille à construire les aéroports militaires américains. Enfin, Jiang Jieshi continue à utiliser ses forces disponibles à lutter contre les communistes, au risque de heurts avec les militaires américains. Mais en dépit d'une ultime offensive japonaise en 1944, la Chine de Jiang Jieshi apparaît dans le camp des vainqueurs de la seconde guerre mondiale ; solidement appuyés par les États-Unis, les Chinois recevront la reddition des Japonais dans les villes du littoral à partir du mois d'août 1945.

De son côté, Mao Zedong précise sa pensée et s'en prend aux intellectuels admirateurs de l'Occident. Les communistes disposent de bases plus nombreuses en Chine du Nord : en 1944, les Japonais ont détruit la plus grande partie du potentiel militaire du Guomindang et ont involontairement favorisé la conquête de régions entières par les partisans de Mao : Shenxi, Shanxi, Hebei, Henan. En 1945, le Parti communiste chinois compte un million deux cent mille membres et domine des territoires ruraux qui comptent près de cent millions d'habitants.

Lors de la capitulation japonaise, le 14 août 1945, une véritable course s'engage entre les armées nationalistes et communistes pour désarmer les huit cent mille soldats japonais : les troupes de Jiang Jieshi sont aidées par les Américains sur le littoral, tandis que les soldats de Lin Biao s'entendent en Mandchourie avec les Soviétiques. Il reste alors à négocier les modalités d'un gouvernement chinois commun : à Chongqing, des négociations ont lieu entre Mao et Jiang Jieshi, mais l'accord semble impossible. Les États-Unis ne soutiennent que mollement Jiang Jieshi et essaient d'imposer une médiation par la mission Marshall durant l'hiver 1945-1946 ; leurs efforts pour éviter la guerre civile sont toutefois compromis par la famine qui touche le Hunan, faisant près de six cent mille morts.

La guerre civile éclate en Mandchourie, dont Jiang Jieshi veut reprendre le contrôle, au début de 1946 : les nationalistes l'emportent effectivement dans cette vaste région et s'installent à Shenyang. Les communistes se trouvent alors menacés et perdent Yan'an en 1947. Partout où les troupes du Guomindang pénètrent, la réforme agraire est abolie et on revient, parfois brutalement, à l'ancien état de choses. Mais les communistes réussissent à refaire leurs forces et, à la fin de 1947, la bataille de Mandchourie tourne à l'avantage des communistes. En Chine du Nord, la grande bataille de Huai hai, pendant l'hiver 1948-1949, constitue pour les nationalistes un véritable désastre. Le gouvernement du Guomindang s'effondre alors : Pékin se rend à la fin de janvier 1949, puis en mai les communistes prennent Shanghai, où Jiang Jingguo, le fils de Jiang Jieshi, avait tenté de redresser une situation financière désastreuse en raison de l'inflation. Enfin Canton se rend aux troupes de « l'Armée de Libération » en octobre. Jiang Jieshi se réfugie alors avec ce qui reste de ses partisans, de son armée et de son administration, dans la grande île de Taïwan, face à la province du Fujian.

Le 1er octobre 1949, Mao Zedong proclame l'avènement de la République populaire de Chine à partir de la place Tian An men, à Pékin.

Jean-Pierre Duteil

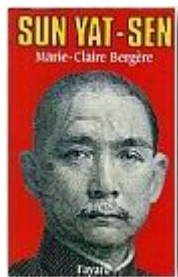
Mars 2004

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

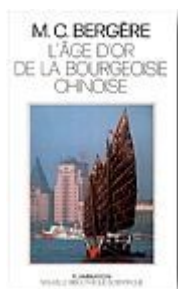
Bibliographie



L'évolution de la société chinoise à la fin de la dynastie des Qing,
1873-1911
M. Bastid
In Cahiers de Centre Chine, n°1
EHESS, Paris, 1979



Sun Yat Sen
Marie-Claire Bergère
Fayard, Paris, 1994



L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise, 1911-1937
Marie-Claire Bergère
Nouvelle bibliothèque scientifique
Flammarion, Paris, 1986



La longue Marche
C. Hudelot
Les Archives
Julliard, Paris, 1971



Grèves et politique à Shanghai: les désillusions (1927-1932)
Alain Roux
Civilisations et sociétés
EHESS (Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences
Sociales), Paris, 1995



Mao Tsé-Toung
S. Schram
U
Armand Colin, Paris, 1963